

Statement of the Chairman
Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ)

12 May 2021

Budget performance for the period from 1 July 2019 to 30 June 2020 and proposed budget for the period from 1 July 2021 to 30 June 2022 of the United Nations Interim Administration Mission in Kosovo

(ACABQ report: A/75/822/Add.11; related Secretary-General's reports: A/75/779, A/75/813)

Mr. Chairman,

I am pleased to introduce the Advisory Committee's report on the Budget performance for the period from 1 July 2019 to 30 June 2020 and proposed budget for the period from 1 July 2021 to 30 June 2022 of the United Nations Interim Administration Mission in Kosovo.

Regarding the request for resources related to the proposed budget, the Advisory Committee reiterates its concern regarding the continuing deterioration of the cash position of the Mission.

Concerning the Secretary-General's proposed budget for 2021/22, the Committee recommends the approval of the proposed staffing and recalls the General Assembly's request that vacant positions be filled expeditiously.

In terms of operational costs, the Committee is not fully convinced by the justification provided for the increased level of resources, also taking into account the likely continued impact of COVID-19, and recommends reductions under official travel, consultants and consulting services and ground transportation. The recommendations of the Advisory Committee would entail a reduction of \$86,000 to the Secretary-General's proposed budget.

As regards confidence building projects and other programmatic activities, the Committee notes that the delineation between different categories of projects requires

greater clarity. As such, the Committee is of the view that an implementation plan with medium to long-term projects should be developed, the projects assessed regularly, and resources deployed to the most impactful projects. With regards to environmental initiatives, the Committee trusts that detailed information on progress, including scopes, outputs, start and end dates of the activities will be provided in future budget proposals.

Thank you, Mr. Chairman.

Déclaration du Président
du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
Le 12 mai 2021

**Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo : rapport
sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020
et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022**

*(Rapport du Comité consultatif : A/75/822/Add.11 ; rapports correspondants
du Secrétaire général : A/75/779 et A/75/813)*

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de présenter le rapport du Comité consultatif sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.

En ce qui concerne la demande de ressources liée au projet de budget, le Comité consultatif note de nouveau avec préoccupation que la situation de trésorerie de la Mission continue de se détériorer.

Pour ce qui est du projet de budget du Secrétaire général pour 2021/22, le Comité recommande d'approuver les effectifs prévus et rappelle la demande de l'Assemblée générale de pourvoir rapidement les postes vacants.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, le Comité n'est pas pleinement convaincu par les raisons fournies pour justifier leur augmentation, compte tenu également des effets que continuera probablement d'avoir la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et recommande des réductions au titre des voyages officiels, des consultants et services de consultants, ainsi que des transports terrestres. Les recommandations du Comité consultatif aboutiraient à réduire de 86 000 dollars l'enveloppe proposée par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme.

Par ailleurs, le Comité estime que la frontière entre les projets de renforcement de la confiance et les autres activités relatives aux programmes mérite d'être plus clairement définie. À ce titre, il est d'avis qu'il convient d'établir un plan de mise en œuvre comportant des projets à moyen et à long terme, d'évaluer régulièrement les projets et de veiller à ce que les ressources soient allouées aux projets ayant les effets les plus marqués. Il prend note des initiatives menées dans le domaine de l'environnement et compte que des informations détaillées sur leur état d'avancement ainsi que sur le cahier des charges, les produits et les dates de début et de fin des activités seront fournies dans les futurs projets de budget.

Monsieur le Président, je vous remercie.